



Référence bibliographique :
Jean Stillemans, "Édito", *lieuxdits#4*, décembre 2012, p.2.

La revue lieuxdits
Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme (LOCI)
Université catholique de Louvain (UCL).

Éditeur responsable : Jean-Paul Verleyen, place des Sciences, 1 - 1348 Louvain-la-Neuve
Comité de rédaction : Martin Buysse, Damien Clacys, Gauthier Coton,
Jean-Philippe De Visscher, Guillaume Vanneste, Jean-Paul Verleyen
Conception graphique : Nicolas Lorent
Impression : école d'imprimerie Saint-Luc Tournai



ISSN 2294-9046
e-ISSN 2565-6996

<https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:182751>



UCL
Université
catholique
de Louvain

www.uclouvain.be/loci.html

État de crise

Que la *crise* puisse être considérée comme un état est, en soi, paradoxal. L'état – des choses ou du monde – est généralement entendu comme stable ; la *crise* vient fracturer la constance tranquille de l'état.

Faisant fi de ce paradoxe, la *crise* est devenue un fait structurant depuis plusieurs dizaines d'années, au moins dans les discours ambiants qui ont l'ambition de donner la parole aux faits : à force de la pointer comme la caractéristique principale de nos situations sociales, économiques, culturelles (globales, dit-on), elle paraît être (devenue) le moteur même de l'organisation des faits humains ! La *crise* ne serait pas de l'ordre de la contingence, du concours malheureux et occasionnel, mais un fait constitutif du *monde comme il va* ! A porter cette réflexion au plan d'une anthropologie générale, nous ne sommes pas loin de postuler : les sociétés fonctionnent et dysfonctionnent simultanément !

Bien, mais il devrait y avoir comme une échelle de Richter des crises, des dysfonctionnements. Et là où nous en sommes, ces derniers mois, ces dernières années, le curseur persiste à enregistrer des secousses d'un niveau insupportablement élevé. Si la crise est l'état du monde, cet état n'est pas acceptable où nous en sommes et où nous allons.

Ces propos ne sont pas déplacés dans *Lieuxdits*, la revue produite par une faculté qui se préoccupe des lieux et des dispositifs physiques où les diverses collectivités du monde habitent *de facto* ensemble.

On sait que l'état intense de la *crise* actuelle a été causé, pour partie, par un imaginaire de l'habitat et de la propriété individuels qui règne à l'horizon de références des occidentaux. Nous, architectes, urbanistes (et les universitaires qui sont proches de nous), avons partie liée à l'imaginaire de l'habitat individuel, que nous y adhérons ou non. Je dirais aujourd'hui plus : nous avons la responsabilité d'éclairer la compréhension des causes de la *crise* et de (re)construire un imaginaire de l'habiter positif en soi et qui ne soit pas vecteur critique de destruction massive.

On sait aussi avec quelle "politique" les "états" entendent modérer les effets de la *crise*, sous les injonctions de macro institutions (FMI, UE, OCDE, etc.) qui ne possèdent guère de légitimité représentative, sinon celle qu'elles s'octroient à soutenir *le monde comme il va*, c'est-à-dire en *crise* : il s'agit de la politique de réduction des dépenses engagées pour le bien-être des collectivités. Cela se décline en mots d'ordre divers dont celui-ci : la réduction (pour ne pas dire parfois : la liquidation) des institutions et des patrimoines publics et leur vente au secteur privé ! On le sait : les contrôles du foncier et de l'immobilier constituent, parmi d'autres, les bases d'une politique publique volontaire. Les orientations en cours sont dès lors, en elles-mêmes, vecteurs de sur-activation de la *crise*. Nous connaissons le cas des installations portuaires du Pirée vendues à un opérateur tiers : l'État grec ne dispose plus, d'ores et déjà, d'un instrument majeur pour orienter sa politique territoriale.

A l'égard de ces politiques de crise qui touchent aux conditions de l'habiter collectif, nous ne pouvons demeurer dans le rôle de sismographes ! Si poser les diagnostics corrects appartient certainement aux défis que nous devons relever, la force de proposition quant aux orientations politiques à donner à l'habiter collectif me paraît devoir mobiliser nos questionnements, nos travaux et nos transmissions : dans les lieux où nous enseignons et dans les lieux où nous cherchons. On pourrait appeler cela : un programme de *crise*.

Jean Stillemans